



Conseil économique et social

Distr. générale
30 juin 2021
Français
Original : anglais et français

Commission économique pour l'Europe

Comité des transports intérieurs

**Groupe de travail des transports
de marchandises dangereuses**

**Réunion commune de la Commission d'experts du RID
et du Groupe de travail des transports
de marchandises dangereuses**

Genève, 21 septembre-1^{er} octobre 2021

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Citernes

Contrôles et agrément des citernes : explications sur les modifications prévues pour entrée en vigueur le 1er janvier 2023

Communication du Gouvernement suisse^{*}, ^{}, ^{***}**

* A/75/6 (Sect.20), para 20.51.

** Diffusée par l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF) sous la cote OTIF/RID/RC/2021/34.

*** : Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.

Résumé

Résumé analytique : À la session de mars 2021 de la Réunion commune, la Suisse a proposé de rédiger un document explicatif sur les modifications à venir dans le domaine des contrôles et de l'agrément des citernes. Comme demandé par la Réunion commune, un premier projet a été transmis pour commentaires aux participants du groupe de travail informel sur les contrôles et l'agrément des citernes. Le document présenté prend en compte les commentaires reçus.

Le tableau récapitulatif décrivant les zones d'activités des organismes de contrôle mentionné à l'annexe I et l'annexe II seront transmis à une date ultérieure, car le groupe de travail informel doit encore discuter ces points et les conclusions être validées par la Réunion commune.

Mesure à prendre : La Réunion commune est invitée à examiner le document explicatif et à proposer des améliorations ou des corrections où cela est nécessaire. La Réunion commune est également invitée à considérer comment le document explicatif devrait être publié lorsqu'il sera finalisé, par exemple en tant qu'annexe au rapport d'une prochaine session.

Document connexe : Document informel INF.33 de la session de mars 2021, ECE/TRANS/WP.15/AC.1/160, par. 13

Introduction

1. Depuis 2015, le groupe de travail informel sur les contrôles et l'agrément des citernes (GTI de Londres) travaille sur un projet de modification des procédures et des contrôles administratifs pour le contrôle et l'agrément des citernes. Le but visé est de disposer de prescriptions communes concernant l'agrément et la surveillance des organismes de contrôle en vue de leur reconnaissance mutuelle. Ceci pourra être atteint en harmonisant les procédures pour le contrôle et l'agrément des citernes destinées au transport de gaz de la classe 2 prévalant actuellement dans l'Espace économique européen (EEE) et celles destinées au transport des matières des classes 3 à 9 prévalant dans toute la zone d'application du RID/ADR.

2. Les travaux du GTI de Londres sont à bout touchant et les propositions d'amendements aux sections 1.8.6, 1.8.7 et au chapitre 6.8, y compris les amendements de conséquence notamment au niveau du chapitre 6.2 du RID/ADR seront soumises à la Réunion commune RID/ADR/ADN pour adoption à sa session d'automne 2021. Il apparaît dès lors utile de disposer d'un document explicatif sur les modifications prévues.

3. Dans un premier temps, ce document fait état de la situation initiale en matière de contrôle et d'agrément des citernes (système actuel), puis il rappelle quels sont les problèmes recensés dans ce système et les événements qui ont conduit à la mise sur pied du GTI de Londres. Il expose ensuite les objectifs visés par la nouvelle réglementation et ses particularités. Les annexes du document comportent des explications détaillées sur les principaux amendements et les événements qui ont conduit à la mise sur pied du GTI de Londres. On y retrouve également les principes fondamentaux retenus par le groupe ainsi que les grandes lignes du mandat de ce dernier.

4. Ce document est destiné à un large public comprenant non seulement les autorités et les organismes de contrôle, mais aussi les ateliers de maintenance ou de réparation et tous les intervenants au transport de marchandises dangereuses selon le chapitre 1.4 RID/ADR. Par

une vue d'ensemble, il vise à permettre une bonne compréhension de la nouvelle réglementation par toutes les parties prenantes.

2. Situation initiale

5. La présente section résume le contexte et les pratiques actuelles sur le territoire des États parties au RID/ADR concernant la zone d'activité des organismes de contrôle et la reconnaissance mutuelle:

- Les textes actuels du RID/ADR ne prescrivent pas explicitement la question relative à la zone d'activité des organismes de contrôle et une base juridique est nécessaire pour permettre aux organismes agréés par leurs autorités compétentes d'effectuer des activités de contrôle extraterritoriales. Seul le paragraphe 6.8.2.4.6 du RID contient des exigences en relation avec la reconnaissance mutuelle. Ce paragraphe fait référence à l'expert agréé pour effectuer des épreuves et des contrôles sur la citerne des wagons-citernes. Ce texte peut être lu comme suit : Un contrôle doit être effectué par un expert agréé. Il peut s'agir de n'importe quel expert de n'importe quel pays sans aucune restriction.
- Les résultats du questionnaire envoyé par le Royaume-Uni aux participants en vue de la première réunion du GTI de Londres et les discussions qui ont suivi ont montré qu'il existe différentes pratiques. Certains pays autorisent les organismes de contrôle à opérer dans d'autres pays, tandis que d'autres ont restreint cette possibilité, soit en tant que condition de l'agrément, soit par leur législation nationale. Actuellement, le RID/ADR ne réglemente pas la manière d'agréer et de surveiller les activités nationales et extraterritoriales d'un organisme de contrôle.
- Comme le RID/ADR ne dit rien sur le fonctionnement des organismes de contrôle à l'étranger, il devient alors utile de se référer à d'autres réglementations, comme la Directive 2010/35/UE relative aux équipements sous pression transportables (TPED). L'objectif de cette directive est de créer un marché commun dans lequel les produits et les organismes de contrôle notifiés peuvent circuler librement sur la base d'une reconnaissance réciproque. Cet objectif relatif aux organismes notifiés est énoncé dans le considérant (18) de la TPED:

" (18) Il est nécessaire de définir des règles communes en matière de reconnaissance mutuelle des organismes notifiés qui garantissent la conformité à la directive 2008/68/CE et à la présente directive. Ces règles communes permettront d'éliminer les frais et les procédures administratives superflues liés à l'agrément des équipements et de supprimer les entraves techniques au commerce."

- Ce n'est que depuis l'introduction des sections 1.8.6 et 1.8.7 dans l'édition 2011 du RID/ADR que les procédures d'application et de transposition de la TPED ont été définitivement intégrées. Ces procédures traitent des contrôles administratifs pour la réalisation des évaluations de la conformité, des contrôles périodiques, des contrôles intermédiaires et des contrôles exceptionnels des citernes et récipients pour le transport des gaz de la classe 2, tels que visés au 1.8.7. Toutefois, le chapitre 6.8 n'avait pas fait l'objet d'une révision en profondeur.
- L'application systématique du principe de reconnaissance mutuelle prévalant au niveau de l'EEE avec la TPED est fondé notamment sur l'accréditation selon la norme EN ISO/CEI 17020 des organismes de contrôle y compris leur désignation, un échange d'expérience entre organismes notifiés et une surveillance du marché. Ce système permet une liberté complète des prestations de service des organismes de contrôle au sein de l'EEE. Concernant la surveillance du marché, il est aussi important de relever qu'elle ne s'applique qu'aux produits et non aux organismes. De plus, chaque État membre décide de ce qu'il veut surveiller sur son territoire.
- Bien que la TPED ne soit pas applicable dans tous les États parties au RID/ADR, ses principes clés peuvent être repris pour rédiger des dispositions de reconnaissance mutuelle dans le cadre de la Règlementation RID/ADR.

- Le paragraphe 6.8.2.4.6 du RID reprend déjà le principe d'une autorisation de contrôle périodique dans d'autres pays, mais ne permet pas à une autorité compétente ou à l'organisme de contrôle d'un État partie d'exercer librement son activité dans tout autre État partie. Sinon cela contreviendrait au principe de territorialité prévalant dans les domaines d'application du RID/ADR (voir aussi annexe VI).
- La TPED inclut une surveillance du marché avec la possibilité pour les états de partager des informations concernant les non-conformités et les activités des organismes notifiés. Étant donné que le RID/ADR ne dispose pas d'un tel système et que le GTI de Londres est d'avis que cela ne devrait pas être mis en œuvre dans la nouvelle réglementation, d'autres règlements devront être rédigés pour traiter de cette question.
- Il ressort que la reconnaissance réciproque complète des organismes de contrôle (libre circulation) telle qu'elle est en vigueur dans l'EEE avec la directive TPED est considérée à l'heure actuelle comme un pas trop loin pour le RID/ADR.

Nécessité d'établir une nouvelle réglementation

6. La nécessité d'établir une nouvelle réglementation a été soulevée dès 2008 au sein de la Réunion commune et a fait l'objet de nombreuses discussions au cours des années qui ont suivi. L'historique de ces discussions est présenté à l'annexe III. Elle résulte de deux problèmes principaux:

Pratiques différentes des États parties concernant l'utilisation d'agréments de type étrangers

7. Les procédures d'évaluation de la conformité et des contrôles (y compris le contrôle de la fabrication) selon les 1.8.6 et 1.8.7 s'appliquent exclusivement aux citernes de la classe 2. Les citernes destinées au transport des matières des classes 3 à 6, 8 et 9 ne sont pas couvertes par ces règles. Pour un constructeur de citernes cela signifie, que différentes voies d'approbation doivent être suivies avec différentes parties impliquées. Par exemple:

- a) Pour les citernes de la classe 2
 - Procédures harmonisées dans l'EEE via la TPED,
 - Reconnaissance mutuelle des organismes de contrôle et libre mise sur le marché des citernes.
- b) Alors que pour les citernes des classes 3 à 6, 8 et 9
 - Procédures nationales,
 - Pas de reconnaissance mutuelle des organismes de contrôle, pas de libre mise sur le marché (dans l'EEE non plus). Certaines autorités compétentes étrangères imposent un nouvel agrément de type pour toute citerne importée sur leur territoire.

Cela conduit, par exemple, à des doubles responsabilités au niveau de la fabrication car chacun des organismes ou autorités de contrôle demande d'effectuer des actions complémentaires.

Le tout avec pour conséquence qu'une citerne destinée au transport des matières des classes 3 à 6, 8 et 9, construite conformément aux prescriptions de la réglementation RID/ADR selon "une approche nationale" ne peut pas être mise librement sur le marché.

8. Avec la mise en place d'un nouveau système (adaptation des procédures d'agrément et de contrôle des citernes, des procédures d'agrément et de surveillance des organismes de contrôle) et une mise en œuvre nationale appropriée, les procédures d'approbation et de contrôle des citernes destinées au transport des gaz de la classe 2 et celles des autres classes pourraient être alignées. Ceci avec les avantages :

- De disposer de responsabilités claires,
- D'utiliser des procédures similaires pour les citernes pour la classe 2 et pour celles des autres classes,
- De ne pas créer de déficit de sécurité, car le potentiel de danger des gaz de la classe 2 a toujours été considéré historiquement comme plus élevé et le nombre de dispositions spéciales est plus important. L'approche harmonisée crée également plus de transparence. Ce système permettrait aussi d'aligner le niveau de sécurité des citernes destinées au transport des matières d'autres classes.

Déficiences dans l'homologation et la construction de citernes importées

9. L'autorité compétente du Royaume-Uni (RU) a mis en lumière en 2014 des déficiences dans la construction et l'homologation de certaines citernes importées au Royaume-Uni. Cette problématique n'est malheureusement pas spécifique au RU. D'autres États parties rencontrent des difficultés similaires.

10. La situation du marché de la construction de citernes et de l'industrie sur le continent européen, où les constructeurs se font de plus en plus rares, amène que passablement de pays n'ont d'autres choix que d'importer des citernes de l'étranger. Cela peut engendrer certaines surprises lorsque l'autorité compétente du pays dans lequel est importée une nouvelle citerne reconnaît sans vérification complémentaire l'agrément de type émis par l'autorité compétente et l'attestation du contrôle initial réalisé in situ par l'organisme de contrôle du pays de construction.

11. En effet, lorsque l'autorité compétente du pays d'immatriculation ou d'enregistrement de la citerne place entièrement sa confiance sur l'organisme de contrôle étranger qui a réalisé le contrôle initial et n'exige aucune vérification ou action complémentaire comme certaines autres l'exigent, le décellement de défauts de fabrication ne pourra être possible que lors de la première visite de l'intérieur de la citerne, c'est-à-dire lors du premier contrôle périodique. Ceci a lieu en principe six ans après le contrôle initial pour les citernes ADR, ce qui est trop tard pour l'exploitant de la citerne pour faire valoir une garantie, qui en général échoit après cinq ans.

Objectifs de la nouvelle réglementation

12. Les principaux objectifs de la nouvelle réglementation en vue de l'instauration d'un système harmonisé de contrôles et d'agrément des citernes, valable pour les matières de toutes les classes, à l'exception des classes 1 et 7 se basent sur les conclusions du groupe de travail informel de « Würzburg » (voir ECE/TRANS/WP.15/AC.1/2015/13):

Objectif 1: prescriptions communes concernant la désignation et la surveillance des organismes de contrôle

Action 1: modifier la section 1.8.6

Objectif 2: les citernes agréées initialement par une autorité compétente peuvent être soumises au contrôle initial et périodique dans un autre pays (effectué par un organisme de contrôle désigné par cet autre pays)

Action 2: exécuter la mesure 1 en vue d'une reconnaissance mutuelle, ajouter une disposition analogue au paragraphe 6.8.2.4.6 du RID

Objectif 3: établir une liste des organismes de contrôle reconnus pour tout le RID/ADR

Action 3: demander au secrétariat (OTIF/CEE) de recueillir des informations et de les publier sur son site Web

Objectif 4: pour la fabrication de citernes ayant reçu un agrément à l'étranger, limiter les prescriptions nationales à un document portant sur l'examen de l'agrément de type existant par une autorité nationale compétente ou un organisme de contrôle désigné

Action 4: ajouter un nouveau texte au paragraphe 6.8.1.5

Objectif 5: supprimer les prescriptions nationales pour ne pas faire double emploi avec les agréments de citernes existants lorsqu'on importe un véhicule-citerne

Action 5: ajouter un nouveau texte au paragraphe 6.8.2.3

Objectif 6: Conserver les prescriptions existantes pour les citernes destinées au transport des gaz de la classe 2

Action 6: les adaptations des sections 1.8.6 et 1.8.7 se limiteront au minimum.

Particularités de la nouvelle réglementation

13. La caractéristique principale est la mise en place au niveau du domaine d'application du RID/ADR, d'une alternative à la Directive 2010/35/UE relative aux équipements sous pression transportables (TPED, pour les récipients à pression et citernes de la classe 2), le tout sans pouvoir disposer d'une surveillance du marché pour les autres citernes (classes 3 à 9) de l'ADR/RID.

14. L'application systématique du principe de reconnaissance mutuelle prévalant au niveau de l'EEE avec la TPED est notamment fondée sur l'accréditation selon la norme EN ISO/CEI 17020 des organismes de contrôle y compris leur désignation, un échange d'expérience entre organismes notifiés et une surveillance du marché. Ce système permet une liberté complète des prestations de service des organismes de contrôle au sein de l'EEE contrairement au principe de territorialité prévalant dans le domaine d'application du RID/ADR pour les citernes transportant des matières des classes autres que celles de la classe 2.

Concernant la surveillance du marché, il est important de relever qu'elle ne s'applique qu'aux produits et non aux organismes. Ceci sans oublier que chaque État décide de ce qu'il veut surveiller sur son territoire.

15. La TPED reste en vigueur et il n'est pas question de remettre en cause ses textes. Seuls les ajustements nécessaires au système pour les citernes transportant des matières des classes autres que celles de la classe 2 sont réalisés en veillant à ne pas créer des déviations aux prescriptions actuelles qui sont applicables au niveau de la TPED.

16. La zone d'application de la nouvelle réglementation (RID/ADR, près de 60 États parties) va s'étendre bien au-delà de l'EEE (30 États membres). La réglementation RID/ADR n'est pas équipée d'un cadre juridique comme le Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits prévalant pour la TPED.

17. La nouvelle réglementation pour les activités des organismes de contrôle en relation avec les procédures d'évaluation de la conformité visées au 1.8.7 RID/ADR repose sur l'accréditation. En effet, l'accréditation est l'outil le plus à même pour arriver au but final qui est la reconnaissance mutuelle des organismes de contrôle. Aussi de par ses compétences spécifiques, un Service d'accréditation national est le plus à même pour s'assurer que les critères en matière d'indépendance et d'impartialité sont remplies par l'organisme de contrôle.

18. La norme EN ISO/CEI 17020 "Évaluation de la conformité - Exigences pour le fonctionnement de différents types d'organismes procédant à l'inspection" est utilisée comme document d'exigences pour l'accréditation. Cette norme a été rédigée dans le but de promouvoir la confiance à accorder aux organismes par rapport à leur capacité à réaliser une mission d'inspection avec impartialité ; la catégorisation des organismes de contrôle en type A, B ou C constituant essentiellement une mesure de leur indépendance. Un organisme de contrôle doit être indépendant dans la mesure exigible compte tenu des conditions dans lesquelles il fournit ses services. Selon ces conditions, il doit satisfaire aux exigences minimales stipulées dans l'Annexe A de la norme.

19. De ce fait et comme déjà mis en œuvre au niveau de la TPED, un organisme de contrôle assurant des inspections de tierce partie doit satisfaire aux exigences de type A comme stipulé dans l'Annexe A.1 de la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3).

Les exigences de type A sont les seules à pouvoir garantir l'indépendance des organismes de contrôle et de ce fait de permettre une reconnaissance mutuelle de ceux-ci. Sans une reconnaissance mutuelle des organismes de contrôle, le système ne peut pas fonctionner.

Plusieurs États parties au RID/ADR exigent d'ailleurs déjà que les organismes de contrôle soient accrédités pour l'évaluation de la conformité des citernes transportant des matières des classes autres que celles de la classe 2.

20. L'harmonisation des procédures d'agrément et de contrôle des citernes destinées au transport de gaz de la classe 2 et de celles qui sont destinées au transport des matières des classes 3 à 9 va permettre :

- D'améliorer les procédures de désignation et de surveillance des organismes de contrôle par les autorités compétentes sur la base de critères communs, le tout en vue d'une reconnaissance mutuelle de ces organismes,
- D'améliorer la construction et les prescriptions relatives au contrôle des citernes. Par exemple : Lorsqu'un agrément de type est délivré par une autorité compétente, les autorités des autres États parties sont censées l'accepter. Il n'y a plus besoin de double agrément (comme encore pratiqué aujourd'hui) en limitant les prescriptions nationales des citernes au bénéfice d'un agrément de type à l'étranger, à un examen documentaire de cet agrément de type existant par une autorité compétente nationale ou un organisme de contrôle désigné.
- Le contrôle initial des citernes construites conformément à cet agrément de type devrait être effectué par le pays dans lequel la citerne va être immatriculée/enregistrée, ou dans le pays de construction si l'autorité compétente du pays dans lequel la citerne va être immatriculée y consent.
- L'autorité compétente du pays dans lequel la citerne sera immatriculée/enregistrée peut effectuer une « vérification de mise en service » s'il n'a pas procédé lui-même au contrôle initial de la citerne. Compte tenu que le RID/ADR ne dispose pas de cadre législatif permettant la surveillance du marché comme dans le cadre de la TPED, cette vérification permettra de disposer d'une surveillance minimale assurant un contrôle croisé entre États parties.
- Les citernes homologuées seront immatriculées/enregistrées dans différents États parties, mais ce type de contrôles croisés permettra d'améliorer l'harmonisation et de surveiller le marché en permanence.
- Les organismes de contrôle agréés par les États parties, y compris leurs domaines d'activité seront annoncés aux secrétariats de la CEE et de l'OTIF, qui publieront une liste de ces organes sur leurs sites Web.

Annexe I

Explications détaillées sur les modifications

1. Les amendements proposés aux sections 1.8.6 et 1.8.7 ainsi qu'au chapitre 6.8 figurent aux annexes I, II et III du document ECE/TRANS/WP.15/AC.1/2021/23.
2. Les propositions en vue de l'harmonisation des procédures d'agrément et de contrôle applicables aux citernes destinées au transport de matières des classes 3 à 6 et des classes 8 et 9 sur celles applicables aux citernes destinées au transport de gaz de la classe 2 ont nécessité une adaptation des sections suivantes:

Section 1.8.6 - Contrôles administratifs pour les activités visées au 1.8.7 et 1.8.8

3. La section 1.8.6 a été modifiée de telle façon à ce que le principe de reconnaissance mutuelle, ayant fait ses preuves et déjà en partie en vigueur au niveau du RID pour les experts (6.8.2.4.6), puisse être appliqué aux organismes de contrôle.

- *1.8.6.2.1-2 Principe de reconnaissance mutuelle des organismes de contrôle* : Dorénavant pour les organismes de contrôle les exigences de la section 1.8.6 sont réputées satisfaites si l'organisme est accrédité conformément aux exigences de type A de la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3).

Une des grandes difficultés dans l'élaboration des nouvelles prescriptions relatives aux modalités de désignation des organismes de contrôle a été de ne pas mettre en péril les accords de reconnaissance réciproque entre États parties au RID/ADR, comme ceux qui sont déjà en vigueur au niveau de la directive 2010/35/UE relative aux équipements sous pression transportables (TPED).

- *1.8.6.2.4.2 Liste des organismes de contrôle agréés à l'échelle du RID/ADR* : Afin de permettre la reconnaissance des organismes de contrôle par d'autres autorités compétentes, l'autorité compétente de chaque État partie au RID/ADR devra publier une liste à jour de tous les organismes de contrôle qu'elle a agréés avec leurs domaines d'activité, y compris les organismes de contrôle agréés temporairement. Une référence à cette liste sera faite sur le site internet de l'OTIF/la CEE-ONU.

Le but d'une liste des organismes désignés par leurs autorités compétentes est de confirmer, ceci sans équivoque possible, que les organismes qui y figurent sont capables de réaliser des activités d'évaluation de la conformité dans n'importe quel autre État partie au RID/ADR et que les certificats délivrés sont valides dans l'ensemble de la région RID/ADR.

Cette liste ne remet pas en cause d'éventuelles exigences nationales requérant l'établissement par l'autorité compétente de chaque État partie au RID/ADR d'une attestation détaillant les domaines techniques et compétences de leurs organismes de contrôle agréés. Cette façon de faire présente l'avantage de lever tous les doutes que pourraient avoir ou émettre les autres autorités compétentes.

- *1.8.6.2.4.3 Un organisme de contrôle peut être reconnu par une autre autorité compétente*: Ce texte prévoit la possibilité pour les États parties au RID/ADR d'autoriser les organismes de contrôle étrangers à travailler sur leur territoire. De plus amples détails en relation avec le type de contrôle se trouvent sous 6.8.1.5 ss.

Section 1.8.7 Procédures à suivre pour l'évaluation de la conformité, la délivrance des certificats d'agrément de type et les contrôles

4. La section 1.8.7 n'a pas subi de modifications majeures en tant que tel. Les différents paragraphes ont tous fait l'objet d'un examen soigneux et adaptés en conséquence principalement sur la base des expériences faites au niveau de la TPED. La terminologie utilisée a également été vérifiée. Les principales modifications sont les suivantes :

- *"Fabricant"*: Il a été nécessaire d'introduire dans un Nota en début de section ce qui était entendu par "fabricant".
- *1.8.7.5 - Vérification de mise en service* : Ce nouveau paragraphe a été introduit pour définir plus précisément le cadre des activités des organismes de contrôles qui réalisent ce type de vérifications. Comme décrit au 6.8.1.5.5, le pays dans lequel la citerne va être immatriculée/enregistrée peut effectuer une « vérification de mise en service » s'il n'a pas procédé lui-même au contrôle initial de la citerne. Compte tenu que le RID/ADR ne dispose pas de cadre législatif comme la surveillance du marché directive dans le cadre de la TPED, cette vérification permettra de disposer d'une surveillance minimale assurant un contrôle croisé entre États parties.
- *1.8.7.7.3 - Le certificat d'autorisation du service interne d'inspection (IS)* : Les détails relatif aux indications minimales en vue de l'établissement du certificat d'autorisation de l'IS par l'organisme de contrôle ont été introduits.
- *1.8.7.8.2 Documents pour la délivrance du certificat d'agrément de type* : Les détails relatif aux documents à fournir par le fabricant à l'organisme de contrôle ont été introduits.
- *Suppression de la référence à la norme EN 12972* : Du fait qu'on ne fera plus de différences entre les citernes pour la classe 2 et celles des classes 3 à 9, cette référence peut être supprimée vu qu'elle faisait double emploi avec l'indication équivalente du 6.8.2.6.2.

6.8.1.5 Procédures d'évaluation de la conformité, d'agrément de type et de contrôles

5. Concernant les amendements proposés au niveau du chapitre 6.8, la principale modification concerne l'introduction d'une nouvelle sous-section, dont les dispositions indiquent comment appliquer les procédures pour les activités en relation avec la réalisation des évaluations de la conformité, des contrôles périodiques, des contrôles intermédiaires et des contrôles exceptionnels visées au 1.8.7 RID/ADR.

6. L'exécution des contrôles par des organismes de contrôle à l'extérieur de l'État dans lequel ils sont agréés (zones d'activités) a amené passablement de discussions. Tandis que quelques délégations se sont prononcées en faveur d'une liberté complète des prestations de service, telle qu'elle est concédée dans la TPED pour les citernes pour les gaz, d'autres délégations ont renvoyé à la souveraineté étatique et à la problématique que l'autorité compétente qui a délivré la reconnaissance ne peut plus contrôler si un expert opérant à l'étranger remplit encore les conditions pour une reconnaissance. D'autres délégations ont estimé qu'une épreuve d'une citerne à l'étranger par un expert reconnu dans ce pays n'est possible qu'avec l'accord de l'autorité compétente du pays dans lequel le propriétaire de la citerne est originaire.

Il a notamment été relevé que :

- Le questionnaire sur les contrôles de citernes retourné par les autorités compétentes dans les premières réunions du groupe de travail informel a montré qu'il existait différentes approches dans les États parties au RID/ADR.
- Une autorité compétente n'a pas le droit d'aller exercer à l'étranger. Les États exercent la souveraineté sur leur territoire et seuls les agréments de type peuvent être « actifs » sur les territoires étrangers.

7. Une représentation schématique des différentes possibilités d'intervention des organismes de contrôle définies dans la sous-section 6.8.1.5 pourrait faciliter la compréhension et remplacer des textes d'explications compliqués. Pour ceci on pourrait se baser sur le document de travail relatif à la zone d'activité des organismes de contrôle présenté par les Pays-Bas lors du GTI de Londres de décembre 2019 qui indiquait que :

"Selon la disposition 1.8.6.2.4.2, les autorités compétentes doivent publier une liste des organismes de contrôle qu'elles ont agréés pour opérer dans leur pays. L'idée derrière cette liste d'organismes de contrôle agréés est qu'après l'agrément d'un pays, d'autres pays

peuvent également profiter de ces organismes de contrôle sans passer par le processus d'agrément lui-même. Cette approche a été introduite dans la disposition 1.8.6.2.4.3 et l'idée était de décrire deux options pour les autorités compétentes :

1. Un organisme de contrôle agréé par le pays A peut être reconnu par le pays B pour opérer dans le pays B et délivrer des certificats au nom du pays B. Ainsi, un organisme de contrôle agréé peut être reconnu par un autre pays et peut opérer en son nom dans ce pays.
2. Autoriser les organismes de contrôle agréés par d'autres pays à exercer des activités sur leur territoire. Dans ce cas, le pays B permet à un organisme de contrôle du pays A de réaliser des activités dans le pays B au nom de l'autorité compétente du pays A. Cette option couvre plus d'activités que la seule possibilité de travailler dans d'autres pays sur la base du chapitre 6.8 où il est indiqué que les essais doivent être réalisés par le pays d'immatriculation ou le pays de fabrication. Si le pays d'immatriculation n'est pas le pays de fabrication, l'organisme de contrôle approuvé par le pays d'immatriculation est autorisé à mener des activités dans le pays de fabrication. Indépendamment de cette possibilité, les pays doivent avoir la possibilité d'autoriser les organismes de contrôle à opérer dans leur pays même si ce pays n'est pas un pays d'immatriculation ou de fabrication. Ceci concerne en particulier l'inspection périodique mentionnée dans la disposition 6.8.1.5.6 où l'idée de "pays d'immatriculation" est introduite."

Il est important aussi de relever que le RID et l'ADR sont des accords de droit international qui reposent sur le principe de territorialité. Dans le présent contexte, cela signifie, entre autres, que ce sont les autorités déterminées par le droit national qui sont compétentes pour l'exécution et que celles-ci ne sont habilitées à agir de manière souveraine que sur leur territoire.

[Un tableau récapitulatif décrivant les zones d'activités des organismes de contrôle sera présenté dans un document informel.]

8. Les autres principales modifications sont les suivantes :
 - 6.8.1.5.1 Examen de type conformément au 1.8.7.2.1
 - 6.8.1.5.2 Délivrance du certificat d'agrément de type conformément au 1.8.7.2.2
 - 6.8.1.5.3 Suivi de fabrication conformément au 1.8.7.3
 - 6.8.1.5.4 Contrôles et épreuves initiaux conformément au 1.8.7.4
 - 6.8.1.5.5 Vérification de mise en service conformément au 1.8.7.5
 - 6.8.1.5.6 Contrôles intermédiaires, périodiques ou exceptionnels conformément au 1.8.7.6
 - *Adaptation des dispositions relatives à l'agrément de type du 6.8.2.3 avec notamment suppression du 6.8.2.3.3 : du fait, qu'à l'avenir on ne fera plus de différences entre les citernes pour la classe 2 et celles des classes 3 à 9, le texte peut être supprimé vu qu'il faisait double emploi avec le texte équivalent du 1.8.7.2.2.2. La nouvelle teneur correspond à l'ancien 6.8.2.3.2.*
 - Il a été nécessaire d'adapter certains termes utilisés dans le chap. 6.8 pour mieux coller à la nouvelle situation (notamment le remplacement de "expert" par "autorité compétente").

Annexe II

Dispositions transitoires

1. Compte tenu du fait que certains pays doivent encore prendre des mesures pour développer et aligner leurs systèmes nationaux sur le futur système d'organismes de contrôle, la Réunion commune a approuvé en principe les mesures transitoires proposées dans l'annexe IV du document ECE/TRANS/WP.15/AC.1/2021/23.

2. Toutefois, il est absolument nécessaire de clarifier la reconnaissance mutuelle des organismes de contrôle pendant la période transitoire.

[À compléter]

Annexe III

Historique des discussions sur la nécessité d'une nouvelle réglementation

1. Le paragraphe 6.8.2.4.6 introduit dans l'édition RID de 2005 contient des dispositions en relation avec la reconnaissance mutuelle d'experts nationaux agréés, qui peuvent ainsi exercer des activités de contrôle de wagons-citernes dans d'autres pays (voir annexe VI). Ce qui n'est pas le cas au niveau de l'ADR, d'où une différence de traitement entre les citernes utilisées selon le RID et selon l'ADR.

2. Au printemps 2008 avec le document informel INF.6 de la Réunion commune RID/ADR/ADN, l'Union internationale des wagons privés (UIP) avait demandé l'harmonisation des procédures d'agrément et de contrôle applicables aux citernes destinées au transport de matières des classes 3 à 6 et des classes 8 et 9 sur celles applicables aux citernes destinées au transport de gaz de la classe 2 en tenant compte de l'approche européenne.

3. Les procédures d'application et de transposition de la directive 2010/35/UE relative aux équipements sous pression transportables (TPED) ont été définitivement intégrées dans l'édition 2011 du RID/ADR au niveau des sections 1.8.6 et 1.8.7. Ces procédures traitent notamment les contrôles administratifs pour la réalisation des évaluations de la conformité, des contrôles périodiques, des contrôles intermédiaires et des contrôles exceptionnels des citernes et récipients pour le transport des gaz de la classe 2, visés au 1.8.7. Toutefois, le chapitre 6.8 n'avait pas été entièrement révisé.

4. En 2013, l'UIP s'était à nouveau emparée de la question avec le document informel INF.30 de la session de printemps et le document ECE/TRANS/WP.15/AC.1/2013/48, en vue d'un alignement du système des procédures d'agrément et de contrôle des citernes destinées au transport de gaz de la classe 2 et des citernes destinées au transport des matières des classes 3 à 9. L'approche retenue dans les propositions de l'UIP:

- Réglementait l'harmonisation des procédures d'agrément et de contrôle des citernes;
- Faisait concorder les parties sur l'agrément et le contrôle du 1.8.7 avec celles du 6.8.2.3 et du 6.8.2.4;
- Réglementait l'adaptation de la procédure d'agrément et de surveillance des organismes de contrôle agréés;
- Définissait la terminologie et les responsabilités des organismes de contrôle;
- Remplaçait le terme d'expert.

La Réunion Commune était d'avis que la transposition de la TPED, applicable dans les pays de l'Union européenne, dans le RID/ADR était réussie et que les procédures conformes aux 1.8.6 et 1.8.7 avaient fait leurs preuves. De ce fait, l'adaptation des procédures pour les citernes destinées au transport de matières des classes 3 à 6 et des classes 8 et 9 constituait une suite logique et permet d'harmoniser les procédures européennes d'agrément. De plus, il n'y avait pas de déficit de sécurité, car le potentiel de danger des citernes destinées au transport de gaz de la classe 2 et le niveau de sécurité qui en résultait était nettement supérieur à celui des citernes destinées au transport des matières des autres classes.

Toutefois, la Réunion Commune avait déclaré que les principes de la TPED, ne pouvaient être appliqués comme tels aux citernes pour le transport de matières d'autres classes que la classe 2 dans le contexte du RID/ADR car il n'existait pas de structure administrative générale ou de règles sur la surveillance des marchés s'appliquant à tous les États parties. Certains experts avaient fait valoir que le RID/ADR avait pour but de faciliter les transports internationaux et que les questions relatives à la mise sur le marché n'étaient pas de son ressort. Par conséquent il avait été jugé préférable que cette question soit discutée au préalable dans les instances de l'Union européenne appropriées.

5. En 2014, la tenue du Groupe de travail informel « de Würzburg » sur l'agrément des citernes selon la pratique des États membres de l'Union européenne a considéré qu'il

importait d'améliorer la situation en incorporant dans la réglementation RID/ADR des solutions aux problèmes que posent les contrôles et l'agrément des citernes (ECE/TRANS/WP.15/AC.1/2015/13).

6. En 2014 et 2015, l'autorité compétente du Royaume-Uni informait la Réunion commune de déficiences apparentes dans la construction et l'homologation de citernes importées au Royaume-Uni, au travers d'un exposé technique complet sur les questions liées aux véhicules-citernes routiers mal construits et agréés à tort (document informel INF.16 soumis à la session du printemps 2014 de la Réunion commune, document ECE/TRANS/WP.15/AC.1/2015/22 et document informel INF.18 soumis à la session du printemps 2015 de la Réunion commune). Ces questions ont donné lieu au plan national à un vaste programme de recherche auquel ont participé des établissements techniques hautement spécialisés et dont le coût a atteint 1,5 million de livres sterling environ (document informel INF.51 soumis à la session du printemps 2015 de la Réunion commune). Des points particuliers concernant la désignation des organismes de contrôle, leurs activités extraterritoriales et les procédures de surveillance et de contrôle avaient également été soulevés. Et au plan national, des procédures supplémentaires d'homologation des véhicules ont été établies en conséquence.

7. Cette situation a amené l'autorité compétente du Royaume-Uni (RU) à revoir ses procédures de désignation et de contrôle des activités des organismes de contrôle agréés. Ce faisant, elle a accordé une attention particulière aux activités extraterritoriales de ces organismes. Le respect des lignes directrices révisées, associé à un suivi plus rigoureux des activités et à un contrôle accru de la délivrance des certificats d'agrément du RU par le biais d'une base de données centralisée, devrait empêcher que la situation ne se reproduise. Étant donné l'origine des citernes non conformes et l'activité extraterritoriale de l'organisme de contrôle en question, l'autorité compétente du RU en avait déduit que ce problème n'était pas limité à son territoire.

8. Le Groupe de travail sur les citernes de la RC a appuyé l'initiative du Royaume-Uni visant à établir un groupe de travail informel chargé d'étudier plus avant la question. Les observations générales qui lui avaient été soumises étaient les suivantes (ECE/TRANS/WP.15/AC.1/138/Add.1):

- L'homologation donne lieu à des considérations particulières qui doivent être prises en compte et les pratiques varient selon les pays;
- Il est devenu difficile d'harmoniser les procédures de contrôle. Il est par conséquent souhaitable qu'un organisme central prenne en main cette tâche pour l'ensemble des organismes de contrôle;
- Un grand nombre d'organismes de contrôle ont des activités internationales et des bureaux dans plusieurs pays, ce qui complique la surveillance de leurs activités;
- L'uniformisation des certificats d'agrément serait bien accueillie par les professionnels et faciliterait l'application effective;
- On trouve dans le document du Groupe de travail de Würzburg (ECE/TRANS/WP.15/AC.1/2015/13) un grand nombre de considérations identiques ou étroitement liées. Il est donc nécessaire d'étudier toutes ces questions ensemble.

9. Le Groupe de travail sur les citernes de la Réunion commune RID/ADR s'était mis d'accord sur les tâches suivantes pour le mandat du groupe de travail informel, lesquelles devraient être prises en compte parallèlement aux tâches mentionnées dans la première série d'actions fixée par le Groupe de travail de Würzburg. Les grandes lignes du mandat du groupe avaient été rappelées dans le document informel INF.12 soumis à la session du printemps 2019 de la Réunion commune et sont reprises à l'annexe V.

10. Le groupe de travail informel sur les contrôles et l'agrément des citernes s'est rassemblé pour la première fois en juin 2015 sous la Présidence le Royaume-Uni, d'où aussi son petit nom « le Groupe de travail de Londres ». Les principes fondamentaux retenus par le groupe de travail informel comme base et à partir desquels il a basé ses propositions d'amendements sont repris à l'annexe IV.

11. Les résultats des réunions du Groupe de travail de Londres ont fait systématiquement l'objet d'un rapport pour présentation à la Réunion commune.

Annexe IV

Principes pour l'élaboration d'une nouvelle réglementation

Les principes fondamentaux retenus par le groupe de travail informel comme base pour le développement des propositions d'amendements des sections 1.8.6, 1.8.7 et des sections correspondantes du chapitre 6.8, en vue des procédures à suivre et les contrôles administratifs pour les agréments et les contrôles prévus aux chapitres 6.2 et 6.8, sont rappelés ci-dessous. Ils figuraient à l'origine dans le document ECE/TRANS/WP.15/AC.1/2017/22.

- a) Le terme « autorité compétente » défini dans le RID/ADR comme étant l'(les) autorité(s) ou tout(s) autre(s) organisme(s) désigné(s) en tant que tel(s) dans chaque État et dans chaque cas particulier selon le droit national, permet une contraction de l'expression « autorité compétente ou organisme désigné par cette autorité » en la remplaçant par « autorité compétente » ;
- b) Une nouvelle sous-section est incluse dans le chapitre 6.8 pour indiquer comment les procédures d'évaluation de la conformité, d'agrément de type et de contrôles doivent être appliquées, les procédures et contrôles administratifs étant pour leur part décrits respectivement aux 1.8.6 et 1.8.7 ;
- c) Pour l'examen de type, le constructeur doit faire appel à un organisme de contrôle unique reconnu par l'autorité compétente du pays de construction ou du premier pays d'immatriculation de la première citerne construite de ce type. Cette autorité compétente est la seule à pouvoir délivrer le certificat d'agrément de type ;
- d) Pour la surveillance de la fabrication et le contrôle initial des citernes, le constructeur doit faire appel à un organisme de contrôle unique reconnu par l'autorité compétente du pays d'immatriculation ou du pays de construction ;
- e) Lorsque les citernes sont assemblées à partir de composants fabriqués à différents endroits, l'organisme de contrôle chargé d'évaluer la citerne complète vérifie que tous ses composants sont conformes aux prescriptions du RID/ADR quelle que soit leur origine ;
- f) Dans certaines circonstances, une vérification de mise en service proportionnelle à l'état de la citerne peut être requise afin de garantir le respect des prescriptions du RID/ADR :
 - i. Lorsque l'attestation de contrôle initial est délivrée par un organisme de contrôle qui n'est pas reconnu par l'autorité compétente du pays d'immatriculation, une vérification de mise en service peut être exigée par l'autorité compétente du pays d'immatriculation ;
 - ii. Lorsque l'immatriculation d'une citerne passe d'un État partie à un autre, l'autorité compétente de l'État partie auquel la citerne est transférée peut exiger une vérification de mise en service. Dans ce cas, le propriétaire/l'exploitant de la citerne doit faire appel à un organisme de contrôle unique reconnu par l'autorité compétente du pays d'immatriculation pour effectuer cette vérification de mise en service ;
- g) Afin d'encourager la reconnaissance par d'autres États parties d'organismes de contrôle désignés par une autorité compétente, il conviendra de mettre au point avec les secrétariats de l'OTIF et de la CEE-ONU un système de notification et une liste comprenant le nom des organismes de contrôle et le champ d'activités qu'ils sont autorisés à effectuer.

Annexe V

Grandes lignes du mandat du groupe de travail informel sur les contrôles et l'agrément des citernes

1. Le mandat du groupe de travail informel adopté par la Réunion commune comprenait les points suivants:
 - a) Évaluer les modalités de désignation des organismes de contrôle ;
 - b) Évaluer les mécanismes de surveillance (au moyen d'une base de données centralisée, par exemple) des organismes de contrôle et de surveillance de leurs activités extraterritoriales, ainsi que de suivi des activités menées au nom des autorités compétentes ;
 - c) Examiner les procédures de contrôle ;
 - d) Examiner les dispositions pertinentes du chapitre 6.8 et des normes citées en référence, en particulier les dispositions relatives aux contrôles initiaux et exceptionnels ;
 - e) Déterminer les améliorations envisageables en ce qui concerne la tenue des dossiers de citernes ; et
 - f) Établir une liste des organismes de contrôle du RID/ADR.
2. La Réunion commune a également décidé que ces points devaient être combinés aux travaux pertinents identifiés dans le groupe de travail de Würzburg:
 - a) Établir des prescriptions communes pour la désignation des organismes de contrôle ;
 - b) Envisager d'ajouter une disposition analogue au 6.8.2.4.6 du RID reconnaissant le principe de reconnaissance mutuelle ;
 - c) Envisager d'établir une liste d'organismes de contrôle reconnus à l'échelle du RID/ADR en demandant au secrétariat (OTIF/UNECE) de recueillir des informations et de les publier sur leur site Web ;
 - d) Envisager d'ajouter un nouveau texte au 6.8.2.3 pour couvrir la fabrication de citernes ayant reçu un agrément à l'étranger, en limitant les prescriptions nationales à un examen documentaire de l'agrément de type existant par une autorité compétente nationale ou un organisme de contrôle désigné - sauf dispositions techniques nationales spécifiques (par exemple, évaluation de la capacité de fonctionnement à -40 °C) ;
 - e) Envisagez d'ajouter un nouveau texte au 9.7.2 de l'ADR (où il y a un renvoi au 6.8) pour supprimer les prescriptions nationales pour ne pas faire double emploi avec les agréments de citernes existants lorsqu'on importe un véhicule-citerne ; et
 - f) Envisager d'harmoniser les pratiques concernant l'utilisation des codes techniques nationaux et de modifier les 6.2.5 et 6.8.2.7.

Annexe VI

Rappel du principe de territorialité selon le 6.8.2.4.6 RID

Rappel du paragraphe 42 du rapport final de la 42^{ème} session de la Commission d'experts du RID (A 81-03/501.2006), tel que complété par le document OTIF/RID/CE/EE/2006/4 présenté par l'Allemagne dans le cadre de l'échange d'expérience organisée par l'OTIF à Leipzig, les 29 et 30 août 2006 :

"Après cette discussion la Commission d'experts du RID a décidé de ne pas modifier le texte actuel. La Commission d'experts du RID, en fonction de la situation juridique actuelle, a pris comme point de départ la situation suivante :

42 a) Un wagon-citerne immatriculé dans un État membre de la COTIF peut être éprouvé par un expert reconnu dans ce pays.

42 b) Un wagon-citerne immatriculé dans un État membre de la COTIF peut être éprouvé dans un autre État membre de la COTIF par un expert reconnu dans cet autre État membre.

42 c) Selon le droit actuel il n'est cependant pas possible qu'un wagon-citerne immatriculé dans un État membre de la COTIF soit éprouvé dans un autre État membre de la COTIF par un expert reconnu dans un troisième État membre.

Dans les États de la COTIF où cela est toléré, des contrôles externes sont actuellement également effectués par des experts reconnus, d'où le wagon-citerne est homologué."

Principe de territorialité

La souveraineté sur son propre territoire (extrait du document OTIF/RID/CE/EE/2006/4)

